

SERVICE PUBLIC FEDERAL FINANCES ET SERVICE PUBLIC
FEDERAL ECONOMIE,
P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE

F. 2003 — 345

[C — 2003/03018]

9 JANVIER 2003. — Arrêté ministériel portant approbation du règlement de la Commission bancaire et financière du 26 novembre 2002 relatif à l'agrément des réviseurs et des sociétés de réviseurs auprès des établissements de crédit, des compagnies financières, des sociétés de bourse et des organismes de placement collectif

Le Ministre des Finances et le Ministre de l'Economie,

Vu la loi du 4 décembre 1990 relative aux opérations financières et aux marchés financiers, notamment l'article 132, § 1^{er}, alinéa 3;

Vu la loi du 22 mars 1993 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit, notamment l'article 52;

Vu la loi du 6 avril 1995 relative aux marchés secondaires, au statut des entreprises d'investissement et à leur contrôle, aux intermédiaires et conseillers en placements, notamment l'article 96;

Vu l'arrêté royal du 12 août 1994 relatif au contrôle sur base consolidée des établissements de crédit, notamment l'article 7, § 1^{er};

Arrêtent :

Article 1^{er}. Le règlement de la Commission bancaire et financière relatif à l'agrément des réviseurs et des sociétés de réviseurs auprès des établissements de crédit, des compagnies financières, des sociétés de bourse et des organismes de placement collectif, annexé au présent arrêté, est approuvé.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 9 janvier 2003.

D. REYNDERS

Ch. PICQUE

Note

Annexe

Règlement de la Commission bancaire et financière du 26 novembre 2002 relatif à l'agrément des réviseurs et des sociétés de réviseurs auprès des établissements de crédit, des compagnies financières, des sociétés de bourse et des organismes de placement collectif

La Commission bancaire et financière,

Vu la loi du 4 décembre 1990 relative aux opérations financières et aux marchés financiers, notamment l'article 132, § 1^{er}, alinéa 3;

Vu la loi du 22 mars 1993 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit, notamment l'article 52;

Vu la loi du 6 avril 1995 relative aux marchés secondaires, au statut des entreprises d'investissement et à leur contrôle, aux intermédiaires et conseillers en placements, notamment l'article 96;

Vu l'arrêté royal du 12 août 1994 relatif au contrôle sur base consolidée des établissements de crédit, notamment l'article 7, § 1^{er};

Vu la consultation des réviseurs agréés représentés par leur organisation professionnelle;

Arrête :

Section I^{re} — Définitions

Article 1^{er}. Pour l'application du présent règlement, il y a lieu d'entendre par :

1° entreprise financière: un établissement de crédit au sens de l'article 1^{er} de la loi du 22 mars 1993, une compagnie financière au sens de l'article 49, § 2 de la loi du 22 mars 1993, une société de bourse au sens de l'article 47, § 1^{er}, 1° de la loi du 6 avril 1995 ou un organisme de placement collectif au sens de l'article 105, alinéa 1^{er}, 1° de la loi du 4 décembre 1990;

2° organisme de placement collectif: un organisme de placement collectif au sens de l'article 105, alinéa 1^{er}, 1° de la loi du 4 décembre 1990;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST FINANCIEN EN FEDERALE
OVERHEIDSDIENST ECONOMIE,
K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE

N. 2003 — 345

[C — 2003/03018]

9 JANUARI 2003. — Ministerieel besluit tot goedkeuring van het reglement van het Bank- en Financiewezen van 26 november 2002 betreffende de erkenning van revisoren en revisorenvennootschappen bij kredietinstellingen, financiële holdings, beursvennootschappen en instellingen voor collectieve belegging

De Minister van Financiën en de Minister van Economie,

Gelet op de wet van 4 december 1990 op de financiële transacties en de financiële markten, inzonderheid op artikel 132, § 1, derde lid;

Gelet op de wet van 22 maart 1993 op het statuut van en het toezicht op de kredietinstellingen, inzonderheid op artikel 52;

Gelet op de wet van 6 april 1995 inzake de secundaire markten, het statuut van en het toezicht op de beleggingsondernemingen, de bemiddelaars en de beleggingsadviseurs, inzonderheid op artikel 96;

Gelet op het koninklijk besluit van 12 augustus 1994 over het toezicht op geconsolideerde basis op kredietinstellingen, inzonderheid op artikel 7, § 1;

Besluiten :

Artikel 1. Het bij dit besluit gevoegde reglement van de Commissie voor het Bank- en Financiewezen betreffende de erkenning van revisoren en revisorenvennootschappen bij kredietinstellingen, financiële holdings, beursvennootschappen en instellingen voor collectieve belegging wordt goedgekeurd.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op de datum waarop het in het *Belgisch Staatsblad* verschijnt.

Brussel, 9 januari 2003.

D. REYNDERS

Ch. PICQUE

Nota

Bijlage

Reglement van de Commissie voor het Bank- en Financiewezen van 26 november 2002 betreffende de erkenning van revisoren en revisorenvennootschappen bij kredietinstellingen, financiële holdings, beursvennootschappen en instellingen voor collectieve belegging

De Commissie voor het Bank- en Financiewezen,

Gelet op de wet van 4 december 1990 op de financiële transacties en de financiële markten, inzonderheid op artikel 132, § 1, derde lid;

Gelet op de wet van 22 maart 1993 op het statuut van en het toezicht op de kredietinstellingen, inzonderheid op artikel 52;

Gelet op de wet van 6 april 1995 inzake de secundaire markten, het statuut van en het toezicht op de beleggingsondernemingen, de bemiddelaars en beleggingsadviseurs, inzonderheid op artikel 96;

Gelet op het koninklijk besluit van 12 augustus 1994 over het toezicht op geconsolideerde basis op kredietinstellingen, inzonderheid op artikel 7, § 1;

Gelet op de raadpleging van de erkende revisoren vertegenwoordigd door hun beroepsvereniging;

Besluit :

Afdeling I. — Definities

Artikel 1. Voor de toepassing van dit reglement moet worden verstaan onder :

1° financiële onderneming: een kredietinstelling in de zin van artikel 1 van de wet van 22 maart 1993, een financiële holding in de zin van artikel 49, § 2 van de wet van 22 maart 1993, een beursvennootschap in de zin van artikel 47, § 1, 1° van de wet van 6 april 1995 of een instelling voor collectieve belegging in de zin van artikel 105, eerste lid, 1° van de wet van 4 december 1990;

2° instelling voor collectieve belegging: een instelling voor collectieve belegging in de zin van artikel 105, eerste lid, 1° van de wet van 4 december 1990;

3° loi du 4 décembre 1990 : la loi du 4 décembre 1990 relative aux opérations financières et aux marchés financiers;

4° loi du 22 mars 1993 : la loi du 22 mars 1993 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit;

5° loi du 6 avril 1995 : la loi du 6 avril 1995 relative aux marchés secondaires, au statut des entreprises d'investissement et à leur contrôle, aux intermédiaires et conseillers en placements.

Section II. — Des réviseurs agréés

Art. 2. § 1^{er}. Pour pouvoir être agréé par la Commission bancaire et financière en vue d'exercer les fonctions de commissaire ou de réviseur auprès d'une entreprise financière, il faut :

1° être ressortissant d'un Etat membre de la Communauté européenne;

2° être membre de l'Institut des réviseurs d'entreprises;

3° avoir exercé pendant cinq années au moins une activité professionnelle pertinente ayant permis d'acquérir une expérience suffisamment vaste, notamment en ce qui concerne la planification, l'organisation et l'exécution de missions de révision de sociétés;

4° avoir acquis une expérience utile par la participation à des missions d'audit portant sur au moins une des entreprises financières visées à l'article 1^{er}, 1°;

5° avoir une connaissance approfondie du régime public de contrôle, et de son application, applicable à chacune des entreprises financières visées à l'article 1^{er}, 1°;

6° être apte à effectuer avec indépendance et compétence tant des missions de révision que des missions de collaboration au contrôle exercé par la Commission bancaire et financière;

7° ne pas avoir été condamné du chef d'infractions prévues par l'article 19 de la loi du 22 mars 1993 et par l'article 61, alinéa 2, 2°, litt. c) et q), de la loi du 6 avril 1995, à moins d'avoir été réhabilité;

8° disposer d'une organisation adéquate à l'exercice de ces fonctions auprès d'entreprises financières; cela implique notamment qu'il faut :

a) disposer d'un nombre suffisant de collaborateurs ayant une formation et une expérience adéquates dans le secteur des entreprises financières aux fins de l'exercice des missions de révision et de collaboration au contrôle exercé par la Commission bancaire et financière;

b) assurer la bonne organisation administrative du cabinet et la bonne organisation technique des missions d'audit;

c) recourir aux méthodes d'audit appropriées et pouvoir avoir recours à une fonction de contrôle de qualité appropriée à l'exercice de ces fonctions;

d) pouvoir disposer de toutes les connaissances et expériences spécialisées nécessaires pour l'audit;

e) établir que des procédures adéquates sont mises en place pour permettre la tenue à jour des connaissances relatives au régime public de contrôle, et à son application, applicable aux entreprises financières.

La Commission bancaire et financière fixe le nombre maximum de réviseurs qui peuvent être agréés pour exercer les fonctions visées à l'alinéa 1^{er} auprès d'entreprises financières.

Elle évalue ce nombre tous les deux ans au moins, et pour la première fois dans les deux mois de l'entrée en vigueur du présent règlement, en fonction du nombre de mandats de commissaire à pourvoir au sein des entreprises financières pour les deux années à venir.

§ 2. Pour pouvoir être agréé par la Commission bancaire et financière en vue d'exercer les fonctions de commissaire auprès d'un organisme de placement collectif, il faut :

1° être ressortissant d'un Etat membre de la Communauté européenne;

2° être membre de l'Institut des réviseurs d'entreprises;

3° avoir exercé pendant cinq années au moins une activité professionnelle pertinente ayant permis d'acquérir une expérience suffisamment vaste, notamment en ce qui concerne la planification, l'organisation et l'exécution de missions de révision de sociétés;

4° avoir acquis une expérience utile par la participation à des missions d'audit portant sur des organismes de placement collectif ou sur d'autres entreprises ayant pour activité principale la gestion collective d'instruments financiers;

5° avoir une connaissance approfondie du régime public de contrôle, et de son application, applicable aux organismes de placement collectif;

3° wet van 4 december 1990 : de wet van 4 december 1990 op de financiële transacties en de financiële markten;

4° wet van 22 maart 1993 : de wet van 22 maart 1993 op het statuut van en het toezicht op de kredietinstellingen;

5° wet van 6 april 1995 : de wet van 6 april 1995 inzake de secundaire markten, het statuut van en het toezicht op de beleggingsondernemingen, de bemiddelaars en beleggingsadviseurs.

Afdeling II. — Erkende revisoren

Art. 2. § 1. Om door de Commissie voor het Bank- en Financieuzen te kunnen worden erkend om de functie van commissaris of revisor bij een financiële onderneming uit te oefenen, moet men :

1° onderdaan zijn van een Lid-Staat van de Europese Gemeenschap;

2° lid zijn van het Instituut der Bedrijfsrevisoren;

3° gedurende minstens vijf jaar een relevante beroepswerkzaamheid hebben uitgeoefend en daarbij een voldoende ruime ervaring hebben opgedaan, inzonderheid met betrekking tot de planning, de organisatie en de uitvoering van externe controleopdrachten bij vennootschappen;

4° nuttige ervaring opgedaan hebben door meegewerkt te hebben aan opdrachten met betrekking tot de audit van ten minste één van de financiële ondernemingen als bedoeld in artikel 1, 1°;

5° een grondige kennis verworven hebben van de openbare controle-regeling, en van de toepassing ervan, die geldt voor elk van de financiële ondernemingen als bedoeld in artikel 1, 1°;

6° in staat zijn om op een onafhankelijke en competente wijze zowel controleopdrachten als opdrachten van medewerking aan het toezicht door de Commissie voor het Bank- en Financieuzen uit te voeren;

7° niet veroordeeld zijn wegens misdrijven als bedoeld in artikel 19 van de wet van 22 maart 1993 en in artikel 61, tweede lid, 2°, litt. c) en q) van de wet van 6 april 1995, tenzij eerherstel werd verkregen;

8° beschikken over een passende organisatie om deze functies bij financiële ondernemingen uit te oefenen; dit houdt onder meer in :

a) beschikken over voldoende medewerkers met een passende opleiding en ervaring in de sector van de financiële ondernemingen met het oog op de externe controle en op de medewerkingsopdracht aan het toezicht door de Commissie voor het Bank- en Financieuzen;

b) zorgen voor een degelijke administratieve organisatie van het kantoor en een degelijke technische organisatie van de auditopdrachten;

c) een beroep doen op de gepaste auditmethodologie en toegang hebben tot een voor de uitoefening van deze functies passende functie van kwaliteitsbewaking;

d) kunnen beschikken over alle voor de audit noodzakelijke gespecialiseerde kennis en ervaring;

e) bewijzen dat passende procedures zijn uitgewerkt voor de actualisering van de kennis over de openbare controleregeling, en de toepassing ervan, die geldt voor de financiële ondernemingen.

De Commissie voor het Bank- en Financieuzen bepaalt hoeveel revisoren maximaal kunnen worden erkend om de in het eerste lid bedoelde functies uit te oefenen bij de financiële ondernemingen.

Zij evalueert dit aantal minstens om de twee jaar, en voor het eerst binnen twee maanden na de inwerkingtreding van dit reglement, in functie van het aantal mandaten van commissaris waarin de volgende twee jaar nog moet worden voorzien bij de financiële ondernemingen.

§ 2. Om door de Commissie voor het Bank- en Financieuzen te kunnen worden erkend om de functie van commissaris bij een instelling voor collectieve belegging uit te oefenen, moet men :

1° onderdaan zijn van een Lid-Staat van de Europese Gemeenschap;

2° lid zijn van het Instituut der Bedrijfsrevisoren;

3° gedurende minstens vijf jaar een relevante beroepswerkzaamheid hebben uitgeoefend en daarbij een voldoende ruime ervaring hebben opgedaan, inzonderheid met betrekking tot de planning, de organisatie en de uitvoering van externe controleopdrachten bij vennootschappen;

4° nuttige ervaring opgedaan hebben door meegewerkt te hebben aan opdrachten met betrekking tot de audit van instellingen voor collectieve belegging of van andere ondernemingen met als hoofdwerkzaamheid het collectieve beheer van financiële instrumenten;

5° een ruime kennis verworven hebben van de openbare controleregeling, en van de toepassing ervan, die geldt voor de instellingen voor collectieve belegging;

6° être apte à effectuer avec indépendance et compétence tant des missions de révision que des missions de collaboration au contrôle exercé par la Commission bancaire et financière;

7° ne pas avoir été condamné du chef d'infractions prévues par l'article 19 de la loi du 22 mars 1993 et par l'article 61, alinéa 2, 2°, litt. c) et q), de la loi du 6 avril 1995, à moins d'avoir été réhabilité;

8° disposer d'une organisation adéquate à l'exercice de ces fonctions auprès d'organismes de placement collectif; cela implique notamment qu'il faut :

a) disposer d'un nombre suffisant de collaborateurs ayant une formation et une expérience adéquates dans le secteur des organismes de placement collectif ou d'autres entreprises ayant pour activité principale la gestion collective d'instruments financiers aux fins de l'exercice des missions de révision et de collaboration au contrôle exercé par la Commission bancaire et financière;

b) assurer la bonne organisation administrative du cabinet et la bonne organisation technique des missions d'audit;

c) recourir aux méthodes d'audit appropriées et pouvoir recourir à une fonction de contrôle de qualité appropriée à l'exercice de ces fonctions;

d) pouvoir disposer de toutes les connaissances et expériences spécialisées nécessaires pour l'audit;

e) établir que des procédures adéquates sont mises en place pour permettre la tenue à jour des connaissances relatives au régime public de contrôle, et à son application, applicable aux organismes de placement collectif.

La Commission bancaire et financière fixe le nombre maximum de réviseurs qui peuvent être agréés pour exercer les fonctions de commissaire auprès des organismes de placement collectif.

Elle évalue ce nombre tous les deux ans au moins, et pour la première fois dans les deux mois de l'entrée en vigueur du présent règlement, en fonction du nombre de mandats de commissaire à pourvoir au sein des entreprises financières pour les deux années à venir.

Art. 3. L'appel aux candidats à l'agrément est publié au *Moniteur belge*, un mois au moins avant la date limite d'introduction des candidatures.

Art. 4. Aux fins de l'examen des candidatures, la Commission bancaire et financière requiert de chaque candidat la transmission d'un dossier dont elle détermine la forme et le contenu. Ce dossier comprendra au moins un relevé détaillé de la formation et de l'expérience professionnelle du candidat, en vue de la vérification du respect des critères d'agrément prévus, selon le cas, à l'article 2, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3° à 6°, ou à l'article 2, § 2, alinéa 1^{er}, 3° à 6° et une description de l'organisation du cabinet du candidat, en vue de la vérification du respect des critères d'agrément prévus à l'article 2, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 8° ou § 2, alinéa 1^{er}, 8°. Si le candidat fait valoir qu'il est proposé par une société de réviseurs agréée, il fournit une attestation de la société précitée dont il ressort que cette dernière respectera notamment la condition prévue, selon le cas, à l'article 11, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3°, e) ou à l'article 11, § 2, alinéa 1^{er}, 3°, e).

Le réviseur agréé communiquera chaque année à la Commission bancaire et financière tous les éléments pertinents nécessaires à la mise à jour de son dossier et devant permettre à la Commission bancaire et financière de vérifier le respect permanent des conditions d'agrément.

La Commission bancaire et financière décide de l'agrément après avis motivé d'une commission qu'elle institue, chargée d'examiner les candidatures.

La commission visée à l'alinéa 3 comprend, d'une part, quatre délégués de la Commission bancaire et financière ayant au moins le grade de conseiller et, d'autre part, au moins deux réviseurs agréés par la Commission bancaire et financière exerçant des fonctions de commissaire ou de réviseur auprès d'entreprises financières, ou, dans le cas visé à l'article 2, § 2, exerçant des fonctions de commissaires auprès d'organismes de placement collectif, depuis cinq ans au moins après leur agrément ou ayant accédé à l'honorariat. Ces réviseurs sont présentés par l'association professionnelle des réviseurs agréés. En outre, la commission comprend également deux membres de l'Institut des Réviseurs d'Entreprises, présentés par l'Institut.

6° in staat zijn om op een onafhankelijke en competente wijze zowel controleopdrachten als opdrachten van medewerking aan het toezicht door de Commissie voor het Bank- en Financieewezen uit te voeren;

7° niet veroordeeld zijn wegens misdrijven als bedoeld in artikel 19 van de wet van 22 maart 1993 en in artikel 61, tweede lid, 2°, litt. c) en q) van de wet van 6 april 1995, tenzij eerherstel werd verkregen;

8° beschikken over een passende organisatie om deze functies bij instellingen voor collectieve belegging uit te oefenen; dit houdt onder meer in :

a) beschikken over voldoende medewerkers met een passende opleiding en ervaring in de sector van de instellingen voor collectieve belegging of van de andere ondernemingen met als hoofdwerkzaamheid het collectieve beheer van financiële instrumenten met het oog op de externe controle en op de medewerkingsopdracht aan het toezicht door de Commissie voor het Bank- en Financieewezen;

b) zorgen voor een degelijke administratieve organisatie van het kantoor en een degelijke technische organisatie van de auditopdrachten;

c) een beroep doen op de gepaste auditmethodologie en toegang hebben tot een voor de uitoefening van deze functies passende functie van kwaliteitsbewaking;

d) kunnen beschikken over alle voor de audit noodzakelijke gespecialiseerde kennis en ervaring;

e) bewijzen dat passende procedures zijn uitgewerkt voor de actualisering van de kennis over de openbare controleregeling, en de toepassing ervan, die geldt voor de instellingen voor collectieve belegging.

De Commissie voor het Bank- en Financieewezen bepaalt hoeveel revisoren maximaal kunnen worden erkend om de functie van commissaris uit te oefenen bij de instellingen voor collectieve belegging.

Zij evalueert dit aantal minstens om de twee jaar, en voor het eerst binnen twee maanden na de inwerkingtreding van dit reglement, in functie van het aantal mandaten van commissaris waarin de volgende twee jaar nog moet worden voorzien bij de financiële ondernemingen.

Art. 3. De oproep tot de kandidaten voor de erkenning wordt ten minste één maand vóór de uiterste datum voor het indienen van de kandidaatstellingen bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 4. Met het oog op het onderzoek van de kandidaatstellingen verzoekt de Commissie voor het Bank- en Financieewezen elke kandidaat een dossier voor te leggen onder de door haar bepaalde vorm en inhoud. Dit dossier zal minstens een gedetailleerde opgave omvatten van de opleiding en de beroepservaring van de kandidaat met het oog op de toetsing van de erkenningscriteria vastgelegd, naar gelang van het geval, in artikel 2, § 1, eerste lid, 3° tot 6° of in artikel 2, § 2, eerste lid, 3° tot 6° en een beschrijving van de organisatie van het kantoor van de kandidaat, met het oog op de toetsing van de erkenningscriteria vastgelegd in artikel 2, § 1, eerste lid, 8° of § 2, eerste lid, 8°. Indien de kandidaat zich beroept op de voordracht door een erkende revisorenvennootschap, toont hij dit aan met een attest van voornoemde vennootschap waaruit blijkt dat zij inzonderheid de voorwaarde van, naar gelang van het geval, artikel 11, § 1, eerste lid, 3°, e) of artikel 11, § 2, eerste lid, 3°, e) zal naleven.

De erkende revisor zal jaarlijks aan de Commissie voor het Bank- en Financieewezen alle pertinente elementen overmaken om zijn dossier bij te werken en de Commissie voor het Bank- en Financieewezen in staat te stellen de permanente naleving van de erkenningsvoorwaarden te toetsen.

De Commissie voor het Bank- en Financieewezen beslist over de erkenning na gemotiveerd advies van een door haar opgerichte commissie die belast is met het onderzoek van de kandidaatstellingen.

In de in het derde lid bedoelde commissie hebben, enerzijds, vier vertegenwoordigers van de Commissie voor het Bank- en Financieewezen zitting met minstens de graad van adviseur en, anderzijds, ten minste twee revisoren die door de Commissie voor het Bank- en Financieewezen zijn erkend en sinds hun erkenning reeds ten minste vijf jaar de functie uitoefenen van commissaris of revisor bij een financiële onderneming of, in het in artikel 2, § 2 bedoelde geval, de functie uitoefenen van commissaris bij een instelling voor collectieve belegging, of die de eretitel van hun ambt voeren. Deze revisoren worden voorgedragen door de beroepsvereniging van erkende revisoren. Bovendien hebben in de commissie ook twee leden van het Instituut der Bedrijfsrevisoren zitting die door het Instituut worden voorgedragen.

Le président de la commission visée à l'alinéa 3 est choisi parmi les délégués de la Commission bancaire et financière. En cas de partage des voix, sa voix est prépondérante.

Les membres de la commission visée à l'alinéa 3 ne peuvent procéder à l'examen de la candidature de personnes ayant avec eux un rapport de parenté, d'alliance, de patronage, de cabinet ou d'association.

La commission visée à l'alinéa 3 peut entendre les candidats.

Art. 5. La Commission bancaire et financière publie la liste des réviseurs agréés.

La liste comporte deux rubriques :

- a) Réviseurs agréés pour les entreprises financières;
- b) Réviseurs agréés pour les organismes de placement collectif.

Seuls les réviseurs agréés en application de l'article 2, § 1^{er} peuvent porter le titre de "réviseur agréé par la Commission bancaire et financière pour les entreprises financières". Seuls les réviseurs agréés en application de l'article 2, § 2 peuvent porter le titre de "réviseur agréé par la Commission bancaire et financière pour les organismes de placement collectif".

Art. 6. L'agrément cesse de plein droit lorsque :

1° le réviseur agréé n'a pas exercé, depuis trois ans, selon la nature de l'agrément, de fonction de commissaire ou de réviseur auprès d'une entreprise financière établie en Belgique ou de fonction de commissaire auprès d'un organisme de placement collectif;

2° le réviseur agréé ne répond plus aux conditions visées à l'article 2, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1° ou 2° ou à l'article 2, § 2, alinéa 1^{er}, 1° ou 2°.

La Commission bancaire et financière constate la cessation de l'agrément et la notifie au réviseur par lettre recommandée ou avec accusé de réception ou par exploit d'huissier.

Art. 7. La Commission bancaire et financière peut révoquer l'agrément lorsque le réviseur agréé :

1° n'a pas rempli avec la compétence et la diligence nécessaires, ses obligations de collaboration avec la Commission bancaire et financière prévues par la loi du 22 mars 1993, par la loi du 6 avril 1995 et par la loi du 4 décembre 1990, ainsi que par leurs mesures d'exécution;

2° est définitivement dans l'incapacité d'exercer ses fonctions;

3° ne remplit plus les conditions d'agrément prévues par l'article 2, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 6° à 8° ou par l'article 2, § 2, alinéa 1^{er}, 6° à 8° du présent règlement.

La Commission bancaire et financière notifie au réviseur agréé, par lettre recommandée à la poste ou avec accusé de réception ou par exploit d'huissier, son intention de révoquer son agrément avec les raisons qui la justifient. Elle mentionne la faculté pour le réviseur de consulter le dossier.

Elle l'invite à faire valoir ses observations, dans un délai qu'elle fixe et qui ne peut être inférieur à un mois, par un mémoire adressé au Président de la Commission bancaire et financière.

A l'expiration du délai fixé à l'alinéa 3, et si l'intéressé a fait valoir des observations, la Commission bancaire et financière soumet le dossier à l'avis d'une commission composée comme il est dit à l'article 4, alinéas 4 et 5.

La commission entend le réviseur agréé au plus tôt quinze jours après l'expiration du délai fixé à l'alinéa 3 du présent article. Celui-ci peut se faire assister par un avocat ou par un réviseur agréé depuis cinq ans au moins. Elle donne un avis motivé sur l'existence des circonstances visées à l'alinéa 1^{er}. Cet avis est communiqué au Président de la Commission bancaire et financière et, par lettre recommandée à la poste ou avec accusé de réception ou par exploit d'huissier, au réviseur agréé.

Le réviseur agréé a le droit d'être entendu par la Commission bancaire et financière, personnellement, assisté par un avocat ou par un réviseur agréé depuis cinq ans au moins ou représenté par un avocat. Cette audition ne peut avoir lieu moins de quinze jours après

De voorzitter van de in het derde lid bedoelde commissie wordt gekozen onder de vertegenwoordigers van de Commissie voor het Bank- en Financieuzen. Bij staking van stemmen is zijn stem doorslaggevend.

De leden van de in het derde lid bedoelde commissie mogen geen kandidaatstelling onderzoeken van personen met wie zij een bloed- of aanverwantschap hebben of met wie zij een betrekking hebben van patronage, kantoor of maatschappij.

De kandidaten kunnen door de in het derde lid bedoelde commissie worden gehoord.

Art. 5. De Commissie voor het Bank- en Financieuzen publiceert de lijst van de erkende revisoren.

De lijst telt twee rubrieken :

- a) De erkende revisoren voor de financiële instellingen;
- b) De erkende revisoren voor de instellingen voor collectieve belegging.

Enkel de met toepassing van artikel 2, § 1 erkende revisoren mogen de titel "door de Commissie voor het Bank- en Financieuzen erkende revisor voor de financiële ondernemingen" voeren. Enkel de met toepassing van artikel 2, § 2 erkende revisoren mogen de titel "door de Commissie voor het Bank- en Financieuzen erkende revisor voor de instellingen voor collectieve belegging" voeren.

Art. 6. De erkenning vervalt van rechtswege wanneer :

1° de erkende revisor, naar gelang van de aard van de erkenning, drie jaar lang geen functie van commissaris of revisor meer heeft uitgeoefend bij een in België gevestigde financiële onderneming dan wel drie jaar lang geen functie van commissaris meer heeft uitgeoefend bij een instelling voor collectieve belegging;

2° de erkende revisor niet langer voldoet aan de voorwaarden waarvan sprake in artikel 2, § 1, eerste lid, 1° of 2°, of in artikel 2, § 2, eerste lid, 1° of 2°.

De Commissie voor het Bank- en Financieuzen stelt vast dat de erkenning is vervallen en brengt dit ter kennis van de revisor met een aangetekende brief, een brief met ontvangstbewijs of bij deurwaarders-exploit.

Art. 7. De Commissie voor het Bank- en Financieuzen kan de erkenning herroepen wanneer de erkende revisor :

1° zijn verplichtingen op het vlak van de samenwerking met de Commissie voor het Bank- en Financieuzen als bepaald in de wet van 22 maart 1993, in de wet van 6 april 1995 en in de wet van 4 december 1990, alsook in de uitvoeringsbepalingen van die wetten, niet met de nodige bekwaamheid en toewijding nakomt;

2° definitief niet in staat is zijn functie uit te oefenen;

3° niet langer voldoet aan de erkenningsvoorwaarden als bepaald in artikel 2, § 1, eerste lid, 6° tot 8°, of in artikel 2, § 2, eerste lid, 6° tot 8° van dit reglement.

De Commissie voor het Bank- en Financieuzen brengt de erkende revisor met een aangetekende brief, een brief met ontvangstbewijs of bij deurwaardersexploot op de hoogte van haar voornemen om zijn erkenning te herroepen, met opgave van de motivering. Deze brief vermeldt de mogelijkheid voor de revisor om inzage te nemen van het dossier.

Zij verzoekt hem om, binnen een door haar te bepalen termijn die ten minste één maand moet bedragen, zijn opmerkingen kenbaar te maken in een memorie aan de Voorzitter van de Commissie voor het Bank- en Financieuzen.

Wanneer de in het derde lid bepaalde termijn is verstreken en de betrokkene zijn opmerkingen kenbaar heeft gemaakt, legt de Commissie voor het Bank- en Financieuzen het dossier ter advies voor aan een commissie die is samengesteld als bepaald in artikel 4, vierde en vijfde lid.

De commissie hoort de erkende revisor ten vroegste vijftien dagen na afloop van de termijn waarvan sprake in het derde lid van dit artikel. Hij kan zich laten bijstaan door een advocaat of een sinds ten minste vijf jaar erkende revisor. In een gemotiveerd advies beoordeelt de commissie of de omstandigheden waarvan sprake in het eerste lid zich in casu voordoen. Dit advies wordt meegedeeld aan de Voorzitter van de Commissie voor het Bank- en Financieuzen en, met een aangetekende brief, een brief met ontvangstbewijs of bij deurwaardersexploot, aan de erkende revisor.

De erkende revisor heeft het recht om persoonlijk door de Commissie voor het Bank- en Financieuzen te worden gehoord, bijgestaan door een advocaat of een sinds ten minste vijf jaar erkende revisor of vertegenwoordigd door een advocaat. Deze hoorzitting kan slechts

l'expiration du délai fixé à l'alinéa 3 du présent article si le réviseur n'a pas fait valoir ses observations. L'audition ne peut avoir lieu moins de quinze jours après la communication de la commission faite au Président de la Commission bancaire et financière prévue à l'alinéa 5 si le réviseur a fait valoir ses observations. Le réviseur agréé peut demander une prolongation de ces délais pour une durée qui ne peut excéder trente jours. Il peut déposer tout mémoire complémentaire.

La Commission bancaire et financière décide définitivement, même si le réviseur agréé, dûment convoqué, n'a pas fait valoir ses moyens ou n'a pas comparu. Sa décision est notifiée dans la huitaine au réviseur agréé ou à son représentant par lettre recommandée à la poste ou avec accusé de réception ou par exploit d'huissier. Elle est communiquée à l'Institut des réviseurs d'entreprises et à l'association professionnelle représentative des réviseurs agréés.

Art. 8. Sauf ce qui est réglé aux articles 6 et 7, l'agrément prend fin par renonciation ou lorsque le réviseur agréé atteint l'âge de soixante-cinq ans.

Art. 9. L'agrément du réviseur agréé qui exerce à l'âge de soixante-cinq ans la fonction de commissaire auprès, selon le cas, d'une ou plusieurs entreprises financières ou d'un ou plusieurs organismes de placement collectif est prolongé de plein droit, pour chaque entreprise financière ou chaque organisme de placement collectif, au-delà de cet âge jusqu'à la clôture de la prochaine assemblée générale annuelle. Pour les entreprises financières dont les comptes ne doivent pas, en vertu de la loi ou des statuts, être approuvés par une assemblée générale desactionnaires, la prolongation de l'agrément du réviseur est de trois mois au-delà de l'exercice social ou comptable clôturé, avant ou après son soixante-cinquième anniversaire, selon que celui-ci se produit dans les trois premiers ou dans les neuf derniers mois de l'exercice social ou comptable.

Art. 10. La Commission bancaire et financière peut, après consultation de l'Institut des réviseurs d'entreprises, accorder le titre honorifique de sa fonction au réviseur agréé dont l'agrément prend fin et qui a rempli avec honneur pendant quinze années au moins des fonctions de commissaire ou de réviseur auprès d'entreprises financières établies en Belgique ou d'organismes de placement collectif, telles que prévues par la loi du 22 mars 1993, la loi du 6 avril 1995 ou la loi du 4 décembre 1990.

Section III. — Des sociétés de réviseurs agréées

Art. 11. § 1^{er}. Peuvent être agréées pour exercer les fonctions de commissaire ou de réviseur auprès des entreprises financières, les sociétés de réviseurs inscrites à la liste de l'Institut des réviseurs d'entreprises conformément à la loi du 22 juillet 1953 et qui remplissent les conditions suivantes :

1° être constituées conformément au droit d'un Etat membre de la Communauté européenne;

2° compter parmi leurs membres au moins deux réviseurs agréés par la Commission bancaire et financière en application de de l'article 2, § 1^{er} du présent règlement;

3° disposer d'une organisation adéquate à l'exercice des fonctions de commissaire ou de réviseur auprès d'entreprises financières; cela implique notamment que la société doit :

a) disposer d'un nombre suffisant de collaborateurs ayant une formation et une expérience adéquates dans le secteur des entreprises financières aux fins de l'exercice des missions de révision et de collaboration au contrôle exercé par la Commission bancaire et financière;

b) recourir aux méthodes d'audit appropriées et pouvoir disposer d'une fonction de contrôle de qualité interne organisée efficacement et appropriée à l'exercice de ces fonctions;

c) disposer au sein de sa propre organisation de toutes les connaissances et expériences spécialisées nécessaires pour l'audit d'au moins deux catégories d'entreprises financières visées à l'article 1^{er}, 1° autres que les compagnies financières;

d) disposer d'une organisation permettant d'exercer les missions de révision en toute indépendance.;

e) assurer aux réviseurs agréés, au sein de son organisation, une position telle qu'ils puissent se charger de manière autonome de la planification, de l'organisation et de l'exécution des missions de révision et de collaboration au contrôle exercé par la Commission bancaire et financière auprès d'entreprises financières, ainsi que de l'élaboration et de la transmission des rapports en la matière.

plaatsvinden nadat ten minste vijftien dagen zijn verstreken na afloop van de termijn waarvan sprake in het derde lid van dit artikel indien de revisor zijn opmerkingen niet kenbaar heeft gemaakt. De hoorzitting kan slechts plaatsvinden ten vroegste vijftien dagen na de mededeling door de commissie aan de Voorzitter van de Commissie voor het Bank- en Financieuzen waarvan sprake in het vijfde lid indien de revisor zijn opmerkingen kenbaar heeft gemaakt. De erkende revisor kan vragen dat deze termijnen worden verlengd voor een periode van maximum dertig dagen. Hij kan steeds een aanvullende memorie overleggen.

De Commissie voor het Bank- en Financieuzen neemt een definitieve beslissing, zelfs indien de regelmatig opgeroepen erkende revisor zijn verweermiddelen niet kenbaar heeft gemaakt of niet is verschenen. Zij brengt haar beslissing binnen acht dagen ter kennis van de erkende revisor of zijn vertegenwoordiger met een aangetekende brief, een brief met ontvangstbewijs of bij deurwaardersexploot. Zij deelt haar beslissing mee aan het Instituut der Bedrijfsrevisoren en de representatieve beroepsvereniging van erkende revisoren.

Art. 8. Behoudens het bepaalde in de artikelen 6 en 7, loopt de erkenning ten einde door afstand of wanneer de erkende revisor de leeftijd van vijftenzestig jaar bereikt.

Art. 9. De erkenning van een erkende revisor die op vijftenzestigjarige leeftijd de functie van commissaris uitoefent bij, naar gelang van het geval, één of meer financiële ondernemingen dan wel één of meer instellingen voor collectieve belegging, wordt na deze leeftijd voor elke financiële onderneming of elke instelling voor collectieve belegging van rechtswege verlengd tot aan de sluiting van de eerstvolgende jaarlijkse algemene vergadering. Voor de financiële ondernemingen waarvan de jaarrekening krachtens de wet of de statuten niet moet worden goedgekeurd door een algemene aandeelhoudersvergadering, loopt de verlenging van de erkenning van een revisor tot drie maanden na de sluiting van het boek- of maatschappelijk jaar vóór of na zijn vijftenzestigste verjaardag, naargelang deze valt in de eerste drie dan wel in de laatste negen maanden van het boek- of maatschappelijk jaar.

Art. 10. De Commissie voor het Bank- en Financieuzen kan, na raadpleging van het Instituut der Bedrijfsrevisoren, een erkende revisor wiens erkenning eindigt en die ten minste vijftien jaar lang eervol functies heeft vervuld als commissaris of revisor bij in België gevestigde financiële ondernemingen of instellingen voor collectieve belegging als bepaald in de wet van 22 maart 1993, in de wet van 6 april 1995 of in de wet van 4 december 1990, de eretitel van zijn ambt verlenen.

Afdeling III. — Erkende revisorenvennootschappen

Art. 11. § 1. Om de functie van commissaris of revisor bij een financiële onderneming uit te oefenen, kunnen revisorenvennootschappen worden erkend die overeenkomstig de wet van 22 juli 1953 zijn ingeschreven op de lijst van het Instituut der Bedrijfsrevisoren en die aan de volgende voorwaarden voldoen :

1° opgericht zijn naar het recht van een Lid-Staat van de Europese Gemeenschap;

2° onder hun leden ten minste twee revisoren tellen die door de Commissie voor het Bank- en Financieuzen zijn erkend met toepassing van artikel 2, § 1 van dit règlement;

3° een passende organisatie hebben voor de uitoefening van de functie van commissaris of revisor bij een financiële onderneming; dit houdt onder meer in dat de vennootschap :

a) beschikt over voldoende medewerkers met een passende opleiding en ervaring in de sector van de financiële ondernemingen met het oog op de externe controle en op de medewerkingsopdracht aan het toezicht door de Commissie voor het Bank- en Financieuzen;

b) een beroep doet op de gepaste auditmethodologie en kunnen beschikken over een degelijk werkende en voor de uitoefening van deze functies passende functie van interne kwaliteitsbewaking;

c) binnen haar eigen organisatie over alle noodzakelijke gespecialiseerde kennis en ervaring beschikt voor de audit van ten minste twee andere categorieën van financiële ondernemingen als bedoeld in artikel 1, 1° dan de financiële holdings;

d) over een organisatie beschikt die haar in staat stelt om de controleopdrachten onafhankelijk uit te voeren;

e) binnen haar organisatie aan de erkende revisoren een dusdanige positie verzekert dat zij autonoom kunnen instaan voor de planning, de organisatie en de uitvoering van de controleopdrachten en van de medewerkingsopdrachten aan het toezicht door de Commissie voor het Bank- en Financieuzen bij financiële ondernemingen, alsook voor de rapportering dienaangaande.

Si, pour quelque cause que ce soit, la société ne compte plus deux réviseurs agréés, elle doit, à peine de voir son agrément cesser de plein droit, remplir à nouveau cette condition dans les vingt-quatre mois. La Commission bancaire et financière constate la cessation de l'agrément et la notifie à la société par lettre recommandée ou avec accusé de réception ou par exploit d'huissier. Elle peut, en tout temps, agréer une société de réviseurs qui remplit, à nouveau, les conditions visées à l'alinéa 1^{er}.

Pour l'application du présent règlement d'agrément, il faut entendre par membres d'une société de réviseurs les associés, gérants ou administrateurs de cette société.

§ 2. Peuvent être agréées pour exercer les fonctions de commissaire auprès des organismes de placement collectif, les sociétés de réviseurs inscrites à la liste de l'Institut des réviseurs d'entreprises conformément à la loi du 22 juillet 1953 et qui remplissent les conditions suivantes :

1° être constituées conformément au droit d'un Etat membre de la Communauté européenne;

2° compter parmi leurs membres au moins deux réviseurs agréés par la Commission bancaire et financière en application de l'article 2 du présent règlement;

3° disposer d'une organisation adéquate à l'exercice des fonctions de commissaire auprès d'organismes de placement collectif; cela implique notamment que la société doit :

a) disposer d'un nombre suffisant de collaborateurs ayant une formation et une expérience adéquates dans le secteur des organismes de placement collectif ou d'autres entreprises ayant pour activité principale la gestion collective d'instruments financiers aux fins de l'exercice des missions de révision et de collaboration au contrôle exercé par la Commission bancaire et financière;

b) recourir aux méthodes d'audit appropriées et pouvoir disposer d'une fonction de contrôle de qualité interne organisée efficacement et appropriée à l'exercice de ces fonctions;

c) disposer de sa propre organisation de toutes les connaissances et expériences spécialisées nécessaires pour l'audit d'organismes de placement collectif;

d) disposer d'une organisation permettant d'exercer les missions de révision en toute indépendance;

e) assurer aux réviseurs agréés, au sein de son organisation, une position telle qu'ils puissent se charger de manière autonome de la planification, de l'organisation et de l'exécution des missions de révision et de collaboration au contrôle exercé par la Commission bancaire et financière auprès d'organismes de placement collectif, ainsi que de l'élaboration et de la transmission des rapports en la matière.

Si, pour quelque cause que ce soit, la société ne compte plus deux réviseurs agréés, elle doit, à peine de voir son agrément cesser de plein droit, remplir à nouveau cette condition dans les vingt-quatre mois. La Commission bancaire et financière constate la cessation de l'agrément et la notifie à la société par lettre recommandée ou avec accusé de réception ou par exploit d'huissier. Elle peut, en tout temps, agréer une société de réviseurs qui remplit, à nouveau, les conditions visées à l'alinéa 1^{er}.

Pour l'application du présent règlement d'agrément, il faut entendre par membres d'une société de réviseurs les associés, gérants ou administrateurs de cette société.

Art. 12. L'agrément d'une société de réviseurs est accordé, sur la demande de celle-ci, après avis motivé d'une commission constituée conformément à l'article 4, alinéas 4 et 5. A cet effet, la société de réviseurs transmet, lors de sa demande d'agrément, un dossier à la Commission bancaire et financière, dont il ressort qu'elle remplit toutes les conditions mentionnées à l'article 11.

La société de réviseurs agréée communiquera chaque année à la Commission bancaire et financière tous les éléments pertinents nécessaires à la mise à jour de son dossier et devant permettre à la Commission bancaire et financière de vérifier le respect permanent des conditions d'agrément. La Commission bancaire et financière effectuera cette vérification sur la base de ce dossier mis à jour et le cas échéant après concertation avec le responsable du contrôle de qualité interne de la société.

Les membres de la commission visée à l'alinéa 1^{er} ne peuvent être membres de la société demanderesse. Ils ne peuvent avoir avec ses associés un rapport de parenté, d'alliance ou de patronage.

Indien de vennootschap, om welke reden ook, onder haar leden geen twee erkende revisoren meer telt, moet zij binnen vierentwintig maanden opnieuw aan deze voorwaarde voldoen, zoniet vervalt haar erkenning van rechtswege. De Commissie voor het Bank- en Financie-wezen stelt vast dat de erkenning is vervallen en brengt dit ter kennis van de vennootschap met een aangetekende brief, een brief met ontvangstbewijs of bij deurwaardersexploot. Zij kan op gelijk welk tijdstip een revisorenvennootschap erkennen die opnieuw voldoet aan de voorwaarden als bedoeld in het eerste lid.

Voor de toepassing van dit erkenningsreglement dient als lid van een revisorenvennootschap te worden beschouwd, de vennoten, bestuurders of zaakvoerders van een dergelijke vennootschap.

§ 2. Om de functie van commissaris bij een instelling voor collectieve belegging uit te oefenen, kunnen revisorenvennootschappen worden erkend die overeenkomstig de wet van 22 juli 1953 zijn ingeschreven op de lijst van het Instituut der Bedrijfsrevisoren en die aan de volgende voorwaarden voldoen :

1° opgericht zijn naar het recht van een Lid-Staat van de Europese Gemeenschap;

2° onder hun leden ten minste twee revisoren tellen die door de Commissie voor het Bank- en Financie-wezen zijn erkend met toepassing van artikel 2 van dit reglement;

3° een passende organisatie hebben voor de uitoefening van de functie van commissaris bij een instelling voor collectieve belegging; dit houdt onder meer in dat de vennootschap :

a) beschikt over voldoende medewerkers met een passende opleiding en ervaring in de sector van de instellingen voor collectieve belegging of van andere ondernemingen met als hoofdwerkzaamheid het collectieve beheer van financiële instrumenten met het oog op de externe controle en op de medewerkingsopdracht aan het toezicht door de Commissie voor het Bank- en Financie-wezen;

b) een beroep doet op de gepaste auditmethodologie en kunnen beschikken over een degelijk werkende en voor de uitoefening van deze functies passende functie van interne kwaliteitsbewaking;

c) binnen haar eigen organisatie over alle noodzakelijke gespecialiseerde kennis en ervaring beschikt voor de audit van de instellingen voor collectieve belegging;

d) over een organisatie beschikt die haar in staat stelt om de controleopdrachten onafhankelijk uit te voeren;

e) binnen haar organisatie aan de erkende revisoren een dusdanige positie verzekert dat zij autonoom kunnen instaan voor de planning, de organisatie en de uitvoering van de controleopdrachten en van de medewerkingsopdrachten aan het toezicht door de Commissie voor het Bank- en Financie-wezen bij instellingen voor collectieve belegging, alsook voor de rapportering dienaangaande.

Indien de vennootschap, om welke reden ook, onder haar leden geen twee erkende revisoren meer telt, moet zij binnen vierentwintig maanden opnieuw aan deze voorwaarde voldoen, zoniet vervalt haar erkenning van rechtswege. De Commissie voor het Bank- en Financie-wezen stelt vast dat de erkenning is vervallen en brengt dit ter kennis van de vennootschap met een aangetekende brief, een brief met ontvangstbewijs of bij deurwaardersexploot. Zij kan op gelijk welk tijdstip een revisorenvennootschap erkennen die opnieuw voldoet aan de voorwaarden als bedoeld in het eerste lid.

Voor de toepassing van dit erkenningsreglement dient als lid van een revisorenvennootschap te worden beschouwd, de vennoten, bestuurders of zaakvoerders van een dergelijke vennootschap.

Art. 12. Aan revisorenvennootschappen wordt op hun verzoek een erkenning verleend na gemotiveerd advies van een overeenkomstig artikel 4, vierde en vijfde lid opgerichte commissie. Met het oog hierop zal een revisorenvennootschap bij haar verzoek tot erkenning een dossier overmaken aan de Commissie voor het Bank- en Financie-wezen, waaruit blijkt dat zij voldoet aan alle in artikel 11 vermelde voorwaarden.

De erkende revisorenvennootschap zal de Commissie voor het Bank- en Financie-wezen jaarlijks alle pertinente elementen bezorgen om haar dossier bij te werken en de Commissie voor het Bank- en Financie-wezen in staat te stellen de permanente naleving van de erkenningsvoorwaarden te toetsen. De Commissie voor het Bank- en Financie-wezen zal deze toetsing verrichten aan de hand van dit bijgewerkte dossier, desgevallend na overleg met de verantwoordelijke voor de interne kwaliteitsbewaking van de revisorenvennootschap.

De leden van de in het eerste lid bedoelde commissie mogen geen lid van de vennootschap zijn die om erkenning verzoekt. Zij mogen evenmin bloed- of aanverwantschap hebben met de leden van die vennootschap, noch een band van patronage.

Les alinéas 1^{er} et 7 de l'article 4 sont applicables par analogie. Pour cette application, la société de réviseurs se fait représenter par un réviseur agréé qui en est membre.

Art. 13. La Commission bancaire et financière publie la liste des sociétés de réviseurs agréées. Cette liste porte, pour chaque société, le nom des réviseurs agréés qui en sont membres.

La liste comporte deux rubriques :

- a) Sociétés de réviseurs agréées pour les entreprises financières;
- b) Sociétés de réviseurs agréées pour les organismes de placement collectif.

Seuls les sociétés de réviseurs agréés, en application de l'article 11, § 1^{er}, peuvent porter le titre de "société de réviseur agréée par la Commission bancaire et financière pour les entreprises financières". Seules les sociétés de réviseurs agréées en application de l'article 11, § 2 peuvent porter le titre de "société de réviseurs agréée par la Commission bancaire et financière pour les organismes de placement collectif".

Art. 14. L'agrément des sociétés de réviseurs prend fin par renonciation à l'agrément, par la cessation de plein droit conformément à l'article 11, alinéa 2 ou par révocation conformément au présent article.

La Commission bancaire et financière révoque l'agrément d'une société de réviseurs lorsqu'elle ne remplit plus les conditions d'agrément prévues, selon le cas, par l'article 11, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o et 3^o ou par l'article 11, § 2, alinéa 1^{er}, 1^o et 3^o.

L'article 7, alinéas 2 à 7, est applicable. Pour l'application de ces dispositions, la société de réviseurs se fait représenter par un réviseur agréé qui en est membre.

Art. 15. L'agrément cesse de plein droit lorsque la société de réviseurs agréée n'a pas exercé, depuis trois ans, selon la nature de l'agrément, de fonction de commissaire ou de réviseur auprès d'une entreprise financière établie en Belgique ou de fonction de commissaire auprès d'un organisme de placement collectif. La Commission bancaire et financière constate la cessation de l'agrément et la notifie à la société par lettre recommandée ou avec accusé de réception ou par exploit d'huissier.

Section IV. — De la désignation des commissaires ou des réviseurs et de la révocation de leurs fonctions

Art. 16. Sans préjudice de l'article 53, alinéa 3, de la loi du 22 mars 1993 et de l'article 99, alinéa 3, de la loi du 6 avril 1995, l'accord de la Commission bancaire et financière prévu aux alinéas 1^{er} et 2 des mêmes articles 53 et 99 ainsi qu'à l'article 132, § 1^{er}, de la loi du 4 décembre 1990, doit être obtenu préalablement à la proposition à faire par l'organe compétent de l'entreprise financière ou conseil d'entreprise et à l'organe qui nomme.

Art. 17. L'exercice par une société de réviseurs agréée selon le cas, de la fonction de commissaire ou de réviseur auprès des entreprises financières ou de la fonction de commissaire auprès d'organismes de placement collectif est soumis aux règles suivantes :

1^o la désignation de la société de réviseurs agréée est subordonnée à l'accord préalable de la Commission bancaire et financière sur la désignation de la société et sur la désignation par la société de son représentant et, lorsqu'il y a lieu, de son représentant suppléant;

2^o le représentant en activité répond personnellement à l'égard de la Commission bancaire et financière de l'accomplissement de sa mission;

3^o la société de réviseurs agréée ne peut mettre fin à la désignation de son représentant effectif ou suppléant que moyennant l'accord préalable de la Commission bancaire et financière; le remplacement éventuel du représentant se fait selon les modalités de la désignation telles que fixées au 1^o.

Art. 18. La Commission bancaire et financière est tenue informée, par l'entreprise financière, d'une part, de la rémunération attachée à la fonction de commissaire ou de réviseur ainsi que de modifications apportées à cette rémunération et d'autre part, des émoluments liés aux prestations exceptionnelles et aux missions particulières, au sens de l'article 134, § 2 du Code des sociétés, accomplies au sein de l'entreprise financière.

Het eerste en zevende lid van artikel 4 zijn van overeenkomstige toepassing. Voor de toepassing van deze bepalingen laat de revisorenvennootschap zich vertegenwoordigen door een erkende revisor die er lid van is.

Art. 13. De Commissie voor het Bank- en Financieuzen publiceert de lijst van erkende revisorenvennootschappen. Deze lijst vermeldt voor elke vennootschap de naam van de erkende revisoren die er lid van zijn.

De lijst telt twee rubrieken :

- a) De erkende revisorenvennootschappen voor de financiële instellingen;
- b) De erkende revisorenvennootschappen voor de instellingen voor collectieve belegging.

Enkel de met toepassing van artikel 11, § 1 erkende revisorenvennootschappen mogen de titel "door de Commissie voor het Bank- en Financieuzen erkende revisorenvennootschap voor de financiële ondernemingen" voeren. Enkel de met toepassing van artikel 11, § 2 erkende revisorenvennootschappen mogen de titel "door de Commissie voor het Bank- en Financieuzen erkende revisorenvennootschap voor de instellingen voor collectieve belegging" voeren.

Art. 14. De erkenning van een revisorenvennootschap vervalt door afstand van de erkenning dan wel van rechtswege overeenkomstig artikel 11, tweede lid of door herroeping overeenkomstig dit artikel.

De Commissie voor het Bank- en Financieuzen herroept de erkenning van een revisorenvennootschap wanneer zij niet langer voldoet aan de erkenningsvoorwaarden van, naar gelang van het geval, artikel 11, § 1, eerste lid, 1^o en 3^o of artikel 11, § 2, eerste lid, 1^o en 3^o.

Artikel 7, tweede tot zevende lid is van toepassing. Voor de toepassing van deze bepalingen laat de revisorenvennootschap zich vertegenwoordigen door een erkende revisor die er lid van is.

Art. 15. De erkenning vervalt van rechtswege wanneer de erkende revisorenvennootschap, naar gelang van het geval, drie jaar lang geen functie van commissaris of revisor meer heeft uitgeoefend bij een in België gevestigde financiële onderneming dan wel drie jaar lang geen functie van commissaris meer heeft uitgeoefend bij een instelling voor collectieve belegging. De Commissie voor het Bank- en Financieuzen stelt vast dat de erkenning is vervallen en brengt dit ter kennis van de vennootschap met een aangetekende brief, een brief met ontvangstbewijs of bij deurwaardersexploot.

Afdeling IV. — Aanstelling van commissarissen of revisoren en herroeping van hun opdracht

Art. 16. Onverminderd artikel 53, derde lid van de wet van 22 maart 1993, en artikel 99, derde lid van de wet van 6 april 1995 is de instemming van de Commissie voor het Bank- en Financieuzen als bepaald in dezelfde artikelen 53 en 99, eerste en tweede lid, en in artikel 132, § 1 van de wet van 4 december 1990, vereist vooraleer het bevoegde orgaan van de financiële onderneming een aanstelling voorstelt aan de ondernemingsraad en aan het orgaan dat voor de benoeming instaat.

Art. 17. De volgende regels zijn van toepassing wanneer een erkende revisorenvennootschap, naar gelang van het geval, de functie uitoefent van commissaris of revisor bij een financiële onderneming dan wel van commissaris bij een instelling voor collectieve belegging :

1^o bij de aanstelling van de erkende revisorenvennootschap dient de Commissie voor het Bank- en Financieuzen vooraf in te stemmen met die aanstelling alsook met de door de vennootschap aangestelde vertegenwoordiger en, in voorkomend geval, plaatsvervangend vertegenwoordiger;

2^o de vertegenwoordiger in functie is over de uitvoering van zijn opdracht persoonlijk verantwoordelijk verschuldigd ten aanzien van de Commissie voor het Bank- en Financieuzen;

3^o de erkende revisorenvennootschap kan de aanstelling van haar vertegenwoordiger of plaatsvervangend vertegenwoordiger slechts beëindigen na voorafgaande instemming van de Commissie voor het Bank- en Financieuzen; de eventuele vervanging van de vertegenwoordiger gebeurt volgens de krachtens het 1^o voor de aanstelling geldende regels.

Art. 18. De Commissie voor het Bank- en Financieuzen wordt door de financiële onderneming geïnformeerd over, enerzijds, de bezoldiging die aan de functie van commissaris of revisor is verbonden, alsook over wijzigingen in die bezoldiging en, anderzijds, de bezoldiging van uitzonderlijke werkzaamheden en van bijzondere opdrachten in de zin van artikel 134, § 2 van het Wetboek van vennootschappen, die binnen de financiële onderneming worden verricht.

Art. 19. En cas de révocation de l'accord visée à l'article 54 de la loi du 22 mars 1993, à l'article 100 de la loi du 6 avril 1995 ou à l'article 132, § 1^{er}, de la loi du 4 décembre 1990, l'article 7, alinéas 2 à 7, du présent règlement est applicable. Pour l'application de ces dispositions, la société de réviseurs se fait représenter par un réviseur agréé qui en est membre.

Art. 20. La Commission bancaire et financière donne connaissance, sans délai, au réviseur agréé ou à la société de réviseurs agréée des communications adressées par elle à l'Institut des réviseurs d'entreprises en cas de révocation de l'accord prévue à l'article 54 de la loi du 22 mars 1993, à l'article 100 de la loi du 6 avril 1995 ou à l'article 132, § 1^{er}, de la loi du 4 décembre 1990, en matière de révocation de l'agrément prévue par l'article 7 du présent règlement et lorsqu'elle dénonce à cet Institut, aux fins d'instruction disciplinaire, des agissements ou manquements du réviseur agréé.

Section V. — Disposition transitoire

Art. 21. Sont agréés de plein droit en qualité de réviseurs agréés ou de société de réviseurs agréées par la Commission bancaire et financière pour les entreprises financières, les réviseurs d'entreprises et les sociétés de réviseurs qui, à la date d'entrée en vigueur du présent règlement, sont agréés par la Commission bancaire et financière.

Section VI. — Abrogation, entrée en vigueur

Art. 22. L'arrêté de la Commission bancaire et financière du 6 avril 1993 portant règlement d'agrément des réviseurs et des sociétés de réviseurs auprès des établissements de crédit et des entreprises d'investissement est abrogé.

Art. 23. Le présent règlement entre en vigueur à la date de publication au *Moniteur belge* de l'arrêté ministériel qui l'approuve.

Bruxelles, le 26 novembre 2002.

Le Président,
E. WYMEERSCH

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 9 janvier 2003.

Le Ministre des Finances,
D. REYNDEERS
Le Ministre de l'Economie,
Ch. PICQUE

Art. 19. Bij herroeping van de instemming als bedoeld in artikel 54 van de wet van 22 maart 1993, in artikel 100 van de wet van 6 april 1995 of in artikel 132, § 1 van de wet van 4 december 1990, is artikel 7, tweede tot zevende lid van dit reglement van toepassing. Voor de toepassing van deze bepalingen laat de revisorenverenning zich vertegenwoordigen door een erkende revisor die er lid van is.

Art. 20. De Commissie voor het Bank- en Financieuzen brengt de erkende revisor of erkende revisorenverenning onmiddellijk op de hoogte van haar mededelingen aan het Instituut der Bedrijfsrevisoren wanneer de instemming als bedoeld in artikel 54 van de wet van 22 maart 1993, in artikel 100 van de wet van 6 april 1995 of in artikel 132, § 1 van de wet van 4 december 1990 wordt herroepen, wanneer de erkenning als bedoeld in artikel 7 van dit reglement wordt herroepen en wanneer zij, met het oog op een tuchtonderzoek, praktijken of tekortkomingen van de erkende revisor ter kennis brengt van het Instituut.

Afdeling V. — Overgangsbepaling

Art. 21. De erkenning als door de Commissie voor het Bank- en Financieuzen erkende revisoren of revisorenverenningen wordt van rechtswege verleend aan de financiële ondernemingen die van rechtswege verleend aan de bedrijfsrevisoren en de revisorenverenningen die, op de datum van de inwerkingtreding van dit reglement, door de Commissie voor het Bank- en Financieuzen zijn erkend.

Afdeling VI. — Opheffing, inwerkingtreding

Art. 22. Het besluit van de Commissie voor het Bank- en Financieuzen van 6 april 1993 over het erkenningsreglement voor revisoren en revisorenverenningen bij krediet-instellingen en beleggingsondernemingen wordt opgeheven.

Art. 23. Dit reglement treedt in werking de dag waarop het Ministerieel Besluit waarmee het wordt goedgekeurd, in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Brussel, 26 november 2002.

De Voorzitter,
E. WYMEERSCH

Gezien om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit van 9 januari 2003.

De Minister van Financiën,
D. REYNDEERS
De Minister van Economie,
Ch. PICQUE

SERVICE PUBLIC FEDERAL SECURITE SOCIALE

F. 2003 — 346

[C — 2002/22035]

13 JANVIER 2003. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 20 juillet 1971 instituant un régime d'assurance contre l'incapacité de travail en faveur des travailleurs indépendants

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'arrêté royal n° 38 du 27 juillet 1967 organisant le statut social des travailleurs indépendants, notamment l'article 18, § 3;

Vu la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités coordonnée le 14 juillet 1994, notamment l'article 86, § 3 et l'article 117;

Vu l'arrêté royal du 20 juillet 1971 instituant un régime d'assurance contre l'incapacité de travail en faveur des travailleurs indépendants, modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 10 juillet 2002;

Vu la loi programme du 24 décembre 2002, notamment les articles 9 à 37;

Vu l'avis émis par le Comité de gestion de l'assurance indemnités des travailleurs indépendants, le 4 novembre 2002;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 25 novembre 2002;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 28 novembre 2002;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST SOCIALE ZEKERHEID

N. 2003 — 346

[C — 2002/22035]

13 JANUARI 2003. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 20 juli 1971 houdende instelling van een verzekering tegen arbeidsongeschiktheid ten voordele van de zelfstandigen

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op het koninklijk besluit nr. 38 van 27 juli 1967 houdende inrichting van het sociaal statuut der zelfstandigen, inzonderheid op artikel 18, § 3;

Gelet op de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, inzonderheid op artikel 86, § 3 en artikel 117;

Gelet op het koninklijk besluit van 20 juli 1971 houdende instelling van een verzekering tegen arbeidsongeschiktheid ten voordele van de zelfstandigen, laatst gewijzigd bij het koninklijk besluit van 10 juli 2002;

Gelet op de programmawet van 24 december 2002, inzonderheid op de artikelen 9 tot 37;

Gelet op het advies van het Beheerscomité van de uitkeringsverzekering voor zelfstandigen, uitgebracht op 4 november 2002;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 25 november 2002;

Gelet op de akkoordbevinding van Onze Minister van Begroting, gegeven op 28 november 2002;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen bij de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;